

Les djihadistes, héritiers d'“Orange mécanique”

“Les jeunes qui partent en Syrie ne connaissent rien à l'islam”

Entretien Jacques Laruelle

Peut-on comparer les jeunes qui partent en Syrie avec ceux qui ont rejoint par le passé des groupes djihadistes, que ce soit en Afghanistan ou en Irak par exemple ?

Les jeunes qui partent n'ont rien à voir avec ceux que l'on a vus auparavant. Pendant 20 ans, on a eu des islamistes radicaux qui avaient une idée de ce qu'était l'utilisation politique de l'islam. Ils voulaient remplacer des régimes, qu'ils estimaient iniques pour les remplacer par des structures redistributrices et éclairées par Dieu. Ils avaient une certaine connaissance de la religion. La vague des jeunes qui est partie comme un feu de paille ne connaît rien à l'islam, pas plus que leurs “pseudo-émirs” et gourous. Elle n'a que peu de conscience politique. Ce sont des “radicaux islamisés”, une génération en révolte par rapport à une société à laquelle elle ne se sent pas ou plus appartenir.

Sur quel ressort les recruteurs ont-ils pu jouer ?

Il y a eu un aspect rédempteur. On a dit à ces jeunes : “Avec les méfaits que tu as commis ici, tu vas en prison, on te considère comme un déchet de la société. Mais en réalité, tu n'as fait que te défendre parce que, comme musulman, tu étais exclu d'avance. Tu n'as fait que prendre ce qui t'a toujours été refusé. Si maintenant, tu mets tes “compétences” au service de la cause, tes délits deviennent non seulement légitimes mais aussi rédempteurs.”

Comment expliquer la violence ?

Il y a un aspect de violence malade. Dans la “culture des banlieues”, il y a une culture de la peur. Ces gens confondent parfois le respect avec la peur : “C'est moi qui suis le plus fort et tu as peur de moi : on explose les gens, on les

crame” et c'est ainsi que l'on devient un caïd. Il y a cette sublimation de la violence. Quand on voit les vidéos qu'ils font d'eux-mêmes en Syrie, c'est “Orange mécanique”. C'est souvent difficile de trouver des motivations nobles là-dedans. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas de vrais et de purs. Mais c'est une minorité. C'est comme un “super gang”. Ils ont directement plongé parmi les plus vilains, comme pour dire : “Maintenant je suis dans une bande, mon vieux, qui fait tellement peur que rien qu'à me voir, tu es mort de peur.”

Et l'islam ?

L'islam a joué un rôle identitaire mais que l'on peut considérer comme relativement fruste. C'est un islam de repli, qui joue un peu comme l'identifiant suprême, comme un tatouage dans un gang, que l'on ne peut avoir que quand on est vraiment musulman. Et quand ces “radicaux islamisés” rencontrent en Syrie les “islamistes radicaux”, c'est un mélange détonnant. Il y a là-bas des gens imprégnés de cette idéologie du martyr, de ce pathos. C'est très complexe. A Paris comme à Verviers, on a vu des gens qui étaient des voyous et des petits délinquants ici et qui, après quelques mois en Syrie, n'avaient pas peur de la mort et sont morts les armes à la main.

Tout s'est passé très vite...

Avec Facebook, les gens sont en contact permanent, se lancent des défis, postent des photos “Tu as vu ma Kalachnikov”. Tu n'oseras pas venir et c'est une espèce d'escalade entre coqs. Et cela peut aller très vite par quartiers. Et nous en Belgique, on n'a qu'une “ban-

lieue” avec Molenbeek au centre, avec, autour, Anderlecht, Schaerbeek, Vilvorde et Anvers. En France, il y a des dizaines de banlieues pour une seule en Belgique.

On parle de radicalisation éclair sur Internet ?

Cela peut être rapide. Mais le type seul dans sa chambre, un peu schizophrène qui découvre un intérêt morbide pour l'islamisme radical, c'est rare. Il y a toujours une intervention humaine. Il va rencontrer quelqu'un. Mais il faut peu de chose : un copain qui part, un défi, une bravade, par pression du groupe, de la bande. Cela peut aller très vite. Mais dire que l'on n'a rien vu, c'est peut-être que l'on n'a pas bien regardé.

On dit que ceux qui partent viennent de tous les milieux ?

C'est un peu la légende cela. C'est plus complexe. C'est rarement des familles où tout se passe

bien, quelles que soient leurs catégories sociales. Quand on gratte un peu, on voit qu'il y a des problèmes identitaires ou des problèmes familiaux et bien souvent intrafamiliaux.

La déradicalisation, vous y croyez ?

Je pense qu'il faut être prudent : il n'y a pas de solution simple à un problème complexe comme celui-là. On n'a pas trouvé un système qui empêche les gens de devenir délinquants ou criminels. Sinon, il n'y aurait plus de police ni de prison. Ce n'est donc pas facile de trouver quelque chose pour des gens qui ont un profil criminel avec en plus un élément religieux qui est par définition irrationnel.

• Alain Grignard est un des grands spécialistes du terrorisme.

• Il explique que les jeunes en Syrie sont différents de leurs aînés partis faire le djihad avant eux.

• Leur islam n'a qu'un rôle identitaire.

Portrait

Policier et professeur d'université

Pionnier. Deux mois après les attentats du 11 septembre, le "Wall Street Journal" avait parlé de lui comme de "l'arme secrète" de la Belgique contre le terrorisme. Et il est vrai qu'Alain Grignard présente un profil peu

commun. Cet islamologue et politologue est commissaire à la DR3, la division antiterrorisme de la police judiciaire de Bruxelles. Il est aussi chargé d'enseignement à l'Université de Liège où il est notamment titulaire du cours "Éléments d'introduction à l'islam politique".

Expérience. Cela fait maintenant 30 ans qu'il est en charge de la lutte contre le terrorisme. On était

alors en 1985, après une vague d'attentats liés au terrorisme algérien en France. La gendarmerie avait envoyé une dizaine de ses membres au Maroc pour se familiariser quelque mois avec l'arabe. Au retour, Alain Grignard avait poursuivi en cours du soir à l'université, étudiant l'arabe et les sciences politiques. Son expérience et son expertise font de lui le meilleur connaisseur du terrorisme en Belgique.

“Il y a moins de départs que par le passé”

Quelle est la spécificité de l'antiterrorisme ?

Le terrorisme est une infraction particulière. On est condamné à arrêter les gens avant qu'ils n'aient commis une action. Car alors c'est un échec. Dans le meilleur des cas, on aura un début d'exécution : la personne a une bombe, de faux papiers ou elle récolte de l'argent. Mais en général, il faudra scruter et anticiper les intentions. Nous sommes donc de grands consommateurs de moyens inquisiteurs qui peuvent être dangereux pour les libertés individuelles mais qui sont – et c'est bien – strictement encadrés par la loi. On ne peut pas toujours attendre pour avoir des complices : ce ne serait pas prudent. On est parfois amené à effectuer des arrestations quand on n'a pas tous les éléments. Et là, les gens se défendent. Ils peuvent dire : "Oui, j'ai dit ceci mais c'était pour rire." C'est délicat.

Où en est-on au niveau de la menace ?

La menace n'a jamais été aussi importante mais la probabilité de mourir dans un attentat terroriste est plus faible que celle de tomber dans les escaliers. Dire

cela, c'est bien entendu inaudible pour les proches des victimes. Quand l'EI rate un attentat comme le Thalys, il est quand même réussi. On ne prend plus le train de la même façon. Quand on voit un barbu qui monte dans le wagon avec un sac, on le voit comme un terroriste.

Moins il est musulman radical, plus il se sent renvoyé vers son altérité. C'est le regard que l'on pose sur l'autre qui le pousse souvent où on ne veut pas qu'il aille. On est dans cette logique où l'EI et d'autres groupes ont réussi à approfondir le fossé entre l'immigration musulmane et nous.

A-t-on une bonne vision du phénomène des combattants syriens ?

En Belgique, on vit dans un pays très socialisé et très dense. On a su très vite qu'ils étaient partis. Et combien. C'est pourquoi les chiffres donnés d'emblée étaient élevés. Je crois qu'en France, les grandes cités sont tellement désocialisées que l'on ne sait même pas quand les

gens sont partis. Avant de distribuer les prix, il faudra le recul historique pour donner des chiffres. Les gens qui aujourd'hui donnent des chiffres et font des palmarès sont des escrocs au niveau intellectuel.

“On est dans cette logique où l'EI a réussi à approfondir le fossé entre l'immigration musulmane et nous.”

Y a-t-il encore beaucoup de départs ?

Moins que par le passé car il y a plus d'attention au phénomène, car il est plus compliqué de traverser la frontière vers la Syrie et parce qu'il y a des frappes aériennes. Mais il y en a encore qui partent.

La Belgique est-elle une base arrière du terrorisme ?

Quand on connaît un événement comme Paris, c'est toujours plus facile de mettre la faute chez le voisin. C'est un problème d'une telle ampleur que quand on fait des surveillances, il faut faire des choix. Et on peut en faire des mauvais. Il y a tant de monde dans les radars que l'on ne peut plus faire face et il n'est heureusement pas possible de surveiller tout le monde. Ceux qui nous reprochent de ne pas surveiller assez sont souvent ceux qui nous reprochaient de surveiller trop. On ne peut nier que c'est en Belgique que l'on a préparé Paris. Mais en faire une base arrière systématique, je ne crois pas. Il y a le fait que la Belgique a une position centrale en Europe. Au niveau de l'Etat islamique, il y a un regroupement des francophones avec des idéologues (bande de Toulouse, frères Clain) qui ont vraiment lancé une campagne ciblée contre la France. A partir de ce moment-là, si on veut cibler la France, on va prendre le pays d'à côté pour préparer l'action, c'est plus prudent. Et si, en plus, on dispose d'un réseau de petits truands qui peuvent s'y coller, c'est encore mieux.

En terrorisme, on retrouve souvent des gens de dossiers en dossiers. Pourquoi ?

Celui qui est islamiste radical, qui a une conscience politique, qui ressent dans sa chair toutes les injustices qui se passent dans le monde musulman, il a peu de chances d'en sortir. On a eu un peu de la même chose avec l'extrême-gauche.